

Truman et l'ère du développement

Josué VAVAL
professeur à la faculté des Sciences humaines de
l'Université d'Etat d'Haïti

En guise d'introduction

Le Président américain Harry S. Truman, dans un discours du 20 Janvier 1949, employa pour la première fois le thème de développement dans un cadre géopolitique, traduisant une démarche sociale et interventionniste d'un État en affirmation de suprématie. La quatrième partie de ce discours présidentiel est celle consacrée au développement. Rist (2001) analyse la façon dont ce thème a été introduit dans le message du président. Selon lui, il n'y avait pas au préalable la thématique du développement comme point dans cette adresse à la nation. Ce fut sous la proposition d'un fonctionnaire qu'on a introduit la quatrième partie concernant l'aide technique que les États-Unis allaient apporter aux nations défavorisées. C'était dans cette section que les thématiques de sous-développement et de développement allaient être introduites comme données géopolitiques. Nous allons esquisser une brève présentation du développement à travers l'évolution du concept ainsi que des pratiques qui y sont associées.

Pour une meilleure compréhension de l'émergence du thème, il est important de faire une rétrospection sur la géopolitique militaire de l'époque. Nous étions en 1949, quatre ans après la fin de la Deuxième guerre mondiale. Comme rappel, Rist (Ibid.) souligne la complexité de cet environnement politique par de

grands bouleversements sur la scène internationale. Les alliés vainqueurs de 1945 affichèrent déjà, entre eux, des conflits de grandes envergures. En 1947, la Pologne passa dans le rang des démocraties populaires : en 1948 la Roumanie et la Tchécoslovaquie firent de même. Le Blocus de Berlin de 1948 affirma la force politique des démocraties populaires. En 1949, la Hongrie devint communiste. De 1946 à 1949, ce fut la guerre civile en Grèce. Il planait dans cette conjoncture en occident une incertitude face à un probable basculement d'un pays d'un moment à un autre dans les rangs soviétiques. En conséquence, le monde occidental sous la houlette des États-Unis a mis en place tout un arsenal de mesures pour asseoir sa domination : le développement en est devenu une politique internationale.

L'ossature du discours de Truman a mis en perspective quatre points saillants, qui synthétisaient dans une large mesure les préoccupations du gouvernement américain en matière de politique internationale et de développement. Il s'agit toujours selon Rist (*Ibid*) :

- › Les États-Unis poursuivaient son appui à l'ONU :
- › Les États-Unis renouvelaient leur engagement dans la reconstruction de l'Europe par le biais du Plan Marshall :
- › La création d'une organisation de défense (OTAN) pour contrecarrer les menaces soviétiques :
- › L'aide aux nations défavorisées (sous-développement/développement).

Pour de plus amples compréhensions, citons Rist (*Ibid* :118-121) rapportant la partie du discours traitant de l'aide au développement aux nations défavorisées. C'est le point IV :

Il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans les conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insuffisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue

un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. Pour la première fois de l'histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens.

Les États-Unis occupent parmi les nations une place prééminente quant au développement des techniques industrielles et scientifiques. Les ressources matérielles que nous pouvons nous permettre d'utiliser pour l'assistance à d'autres peuples sont limitées. Mais nos ressources en connaissances techniques, qui, physiquement, ne pèsent rien, ne cessent de croître et sont inépuisables.

Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples pacifiques les avantages de notre réserve de connaissances techniques afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent. Et, en collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut.

Notre but devrait être d'aider les peuples du monde à produire, par leurs propres efforts, plus de nourritures, plus de vêtements, plus de matériaux de construction, plus d'énergie mécanique afin d'alléger leurs fardeaux.

Nous invitons les autres pays à mettre en commun leurs ressources technologiques dans cette opération. Leurs contributions seront accueillies chaleureusement. Cela doit constituer une entreprise collective à laquelle toutes les nations collaborent à travers les Nations-Unies et ses institutions spécialisées pour autant que cela soit réalisable. Il doit s'agir d'un effort mondial pour assurer l'existence de la paix, de l'abondance et de la liberté. Avec la collaboration des milieux d'affaires, du capital privé, de l'agriculture et du monde du travail de ce pays, ce programme pourra croître grandement l'activité industrielle des autres nations et élever substantiellement leur niveau de vie.

Ces développements économiques nouveaux devront être conçus et contrôlés de façon à profiter aux populations des régions dans lesquelles ils seront mis en œuvre. Les garanties

accordées à l'investisseur devront être équilibrés par des garanties protégeant les intérêts de ceux dont les ressources et le travail se trouveront engagés dans ces développements.

L'ancien impérialisme- l'exploitation au service du profit étranger -n'a rien à voir avec nos intentions. Ce que nous envisageons, c'est un programme de développement fondé sur les concepts d'une négociation équitable et démocratique.

Tous les pays, y compris le nôtre, profiteront largement d'un programme constructif qui permettra de mieux utiliser les ressources humaines et naturelles du monde. L'expérience montre que notre commerce avec les autres pays s'accroît au fur et à mesure de leurs progrès industriels et économiques.

Une production plus grande est la clef de la prospérité et de la paix. Et la clef d'une plus grande production, c'est une mise en œuvre plus large et plus vigoureuse du savoir scientifique et technique moderne.

Cen'est qu'en aidant ses membres les plus défavorisés à s'aider eux-mêmes que la famille humaine pourra réaliser la vie décente et satisfaisante à laquelle chacun a droit.

Seule la démocratie peut fournir la force vivifiante qui mobilisera les peuples du monde en vue d'une action qui leur permettra de triompher non seulement de leurs oppresseurs mais aussi de leurs ennemis : la faim, la misère et le désespoir.

C'est sur la base de ces quatre principaux trains de mesures que nous espérons contribuer à créer les conditions qui, finalement, conduiront toute l'humanité à la liberté et au bonheur personnels.

Un nouveau credo, une nouvelle arme de pénétration massive faisait irruption sur l'échiquier international par substitution aux discours colonial vieillissant. Le binôme colonisateur/colonisé va être graduellement remplacé par celui de pays développé/ pays sous développé : l'on va insister sur les pays modernes et les sociétés arriérées. Et ce fut l'introduction d'une nouvelle série. Et les colonies, celles qui étaient alors sous les jougs des métropoles, prendront, pour la plupart, leur indépendance et se tourneront

vers des pratiques de développement. Mais, c'est plus complexe que cela semble apparaître, car dans ces nouveaux rapports, les plus forts écrasent toujours les plus petits.

Les institutions internationales et l'ère du développement

Le développement va être l'expression des institutions à vocation universelle, issues de la seconde guerre mondiale et sous contrôle occidental. En ce sens, on ne sera pas surpris de retrouver à la base, aux racines, à l'émergence des projets de développement une vision du monde, une idéologie qui recherche le consensus autour du modernisme, du progrès et ce, à travers un contrôle politique orchestré par l'économie dans une vision supranationale, qui elle-même n'est pas en dehors du contexte de rivalité est-ouest de l'époque de la guerre froide. À cet effet, force est de souligner la nécessité de faire remarquer que le développement est une réponse économique certes, mais tout aussi bien l'émanation d'une vision politique.

La deuxième Guerre mondiale, les institutions de Bretton Woods et le développement

L'existence des Institutions de Bretton Woods ne peut pas être envisagée, ni mise en œuvre en dehors des préoccupations politiques des États capitalistes qui, pour des raisons économiques et sociales, ont acquis une hégémonie qui se précisait déjà en 1944. Cette hégémonie prendra la marque d'un système économico-politique complexe, en évolution dans une dynamique internationale incertaine (guerre froide). L'usage du droit de veto au sein du Conseil de sécurité de l'ONU illustre bien les enjeux géopolitiques. Aussi, une fois lancée par Truman, le credo du développement allait occasionner de grands changements à l'intérieur des politiques de l'Organisation des Nations Unies (ONU), y compris les institutions financières internationales, pour qui la notion de développement demeurerait encore floue jusque dans les années 1948.

Dans le nouvel horizon post 1949, l'Assistance technique aux pays défavorisés ou plus explicitement, l'aide au développement va être définitivement (elle l'était déjà avec le Plan *Marshall*) un instrument stratégique. Rist (2001 : 14) récapitule succinctement les métamorphoses des institutions de Bretton Woods et des nouvelles directives de l'ONU en vue de la promotion du développement par des assistances techniques, des bourses d'études et de financement de l'expertise.

Tout un train de mesures ont été adoptées. En novembre 1949, c'est l'approbation du Programme élargi d'assistance technique par l'Assemblée générale de l'ONU. La rentrée définitive de la Banque mondiale dans le développement après quelques hésitations va être prépondérante. On assista à la création par la Banque mondiale du Fonds de la Société financière internationale en 1956, dont la mission était de soutenir les investissements privés. En 1960, cette même banque créa l'Association internationale pour le développement afin de venir en aide, par le biais de prêts préférentiels, aux pays sous-développés.

Ce qui sera l'aide au développement, le commerce international et la nouvelle théorie économique basée sur l'échange et la mise en quarantaine du protectionnisme déjà impopulaire dans les pays capitalistes aux environs des années 1940, doit être compris dans une approche globale qui nécessite l'analyse de multiples variables, qui souvent échappent aux premiers regards. Pour Tiano (1977) la réalité internationale de l'époque peut être étudiée sous les signes d'une interdépendance, d'une dialectique où le système international peut affecter les variables nationales, où les conflits armés peuvent affecter le commerce international.

La rivalité inscrite dans le cadre de la guerre froide précise le camp des partisans et pèse lourd sur des politiques de développement, dans l'attribution des prêts aux États. La question du développement et du sous-développement est devenue le fer de lance d'une politique internationale dont les ramifications traduisent des politiques des puissances occidentales et de leurs alliés avec en toile de fonds la bataille idéologique contre le bloc de l'Est.

Pour toutes ces raisons, l'histoire de l'aide au développement dans les pays du Tiers-mondene peut être analysée de manière fragmentaire : au contraire c'est l'expression d'une réponse complexe qui rappelle la trajectoire que tentent de tracer des relations entre les pays sur le plan économique et politique, et également dans le cadre des rapports culturels et d'occidentalisation post deuxième guerre mondiale. Autrement dit, en matière d'analyse des politiques de développement des institutions financières internationales, il ne suffit pas de considérer uniquement les interventions à travers des projets, il faut prendre en compte tout aussi bien l'aspect caché des prémisses du développement et du sous-développement.

Développement, institutions financières internationales et transnationales

Au fil du temps, les institutions de *Bretton Woods* ont acquis des dimensions de pouvoirs sans précédents en termes de politiques d'investissements, de prêts et de *design* des politiques publiques dans les États du Sud. Les périodes qui ont précédé les années 1980 étaient les plus remarquables en termes de pouvoirs d'influence sur les dossiers soumis dans les institutions internationales par les pays du Sud. Les pays dominants au sein de ces institutions financières n'hésitent pas à influencer des dossiers de prêts, de l'aide au développement dans le sens de leurs intérêts et dans la mouvance de leur appréciation en ce qui concerne le financement ou l'acceptation d'une demande de financement auprès du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale (BM). Le traitement des dossiers dépend souvent de l'évaluation stratégique du pays en question : cela peut engendrer des traitements préférentiels en vertu de l'alignement idéologique et de l'incertitude d'un basculement communiste.

C'est ainsi que l'atmosphère postérieure à la seconde guerre mondiale a imprégné de manière tangible les relations socioéconomiques et politiques entre les nations. L'équilibre mondial, considérant le jeu de la domination politique instaurée au 19^e siècle, a vu l'apparition et le surgissement de nouveaux acteurs

dans la géopolitique internationale pendant la période entre les deux grandes guerres mondiales. De Rivero (2003) a analysé les faits et les causes de l'avènement du développement comme processus ultime que les sociétés doivent se donner pour tâche dans le cadre d'une assignation occidentale. L'on peut dire avec Latouche (2005) c'est une étape importante de l'occidentalisation du monde.

Il ressort toute une dynamique d'imposition qui se dégage historiquement. Si l'on s'en tient à la carte de la domination et des activités de politiques internationales entretenues par des Puissances dominatrices, l'on remarquera, en partant du 19^e siècle, un nouvel ordre géopolitique. Entre la première décennie des années 1900 pour arriver aux abords de l'instauration des grandes institutions internationales, filles de la deuxième guerre mondiale, le monde a changé.

Les institutions internationales de développement continuent au 21^e siècle de peser sur les orientations économiques des pays du Sud, malgré des changements observés dans l'exercice du pouvoir mondial, qui tend à devenir de plus en plus désétabli et démultiplié. Même si la nouvelle géopolitique a facilité le poids des transnationales, la BM et le FMI se positionnent toujours comme des acteurs de premier rang en termes de politiques de développement dans les pays du Sud. En ce sens, la nouvelle donne économique, qui favorise les transnationales, fait partie du même paradigme de développement et de modernisation en vigueur au sein des grandes institutions financières.

L'importance de l'analyse de De Rivero (*Ibid.*) dans le décryptage du prototype de domination actuel réside dans l'explication selon laquelle le monde post guerre froide, qui a vu l'avènement des États-Unis comme super puissance, a facilité ou introduit de nouvelles directives dans la géopolitique. Il ne s'agit plus simplement d'une géopolitique navale, militaire, mais bien plutôt technologique et transnationale, quand on considère le pouvoir des sociétés les plus puissantes de la planète, qui exportent des marchandises en créant des chiffres d'affaires phénoménaux.

Cette interprétation peut nous éclairer dans le cadre de cette réflexion : c'est la même politique de développement initiée à la seconde moitié du 20^e siècle qui se métamorphose selon les exigences du moment, conséquences, entre autres, de l'existence d'un monde unipolaire. Dans ce cas de figure, les institutions internationales et les grandes sociétés transnationales travaillent main dans la main pour répondre aux exigences de leurs politiques économiques. Néanmoins, il peut exister entre elles des contradictions secondaires. La transnationalisation du savoir et du savoir-faire économique devient une pensée dominante qui prend forme autour des projets de développement, du commerce mondial, ce qui n'est pas sans effet sur les États-nations.

Dans ce contexte géopolitique, une multiplicité de variables interagit pour produire à niveau planétaire des idées, des pensées et des actions, qui ne proviennent pas des réalités nationales d'un certain nombre d'États, mais qui émanent des institutions supranationales censées promouvoir des formes de pensées et d'actions dites généralisables et applicables à grandes échelles. Les contenus et les dimensions de ce nouvel ordre d'idées et d'actions en matière de développement sont puisés dans les substrats épistémiques des institutions financières internationales.

La Banque mondiale et le développement

Historiquement, c'était une Banque destinée à financer la reconstruction après la deuxième guerre mondiale. Avec le temps, la BM est devenue un acteur qui se positionne comme irremplaçable dans la gestion de l'aide internationale. La BM adopte une définition macroéconomique du développement, et aussi une approche axée sur la pauvreté monétaire, tout en y incluant d'autres paramètres plus précis à partir des années 1990. Commençons par introduire quelques explications avec Freud (2007:57) qui souligne en termes précis comment s'opère ce changement au niveau de la Banque mondiale : il s'agit du passage d'un développementisme triomphaliste à une atmosphère de questionnement et de réorientation :

Si, au début des années 1980, la Banque mondiale triomphait en annonçant que 85 % des projets qu'elle avait financés étaient des réussites, il n'en était plus de même à la fin de la décennie, où elle reconnaissait que le développement n'était pas au rendez-vous. En dehors du fait que les projets eux-mêmes semblaient dès que l'aide s'arrêtait, la Banque mondiale a été amenée à remettre en question la conception des projets sans références à des politiques de développement.

Il s'agit d'un questionnement qui met en exergue la faiblesse institutionnelle de la Banque Mondiale. La présence d'une lacune lourde d'implication en termes de gaspillage de ressources financières traduit l'aveu d'un échec.

La croissance comme cheval de bataille de la Banque mondiale ne peut pas résister aux critiques. La croissance des années 60 ne profitait pas aux pauvres, ce sont les plus nantis qui accaparent la grosse part du gâteau.

La Banque mondiale et le rapport de 1990

Il a fallu attendre le rapport de la Banque mondiale de 1990 pour introduire pour la première fois dans l'analyse et les recommandations sur les enjeux du développement la lutte contre la pauvreté. Le rapport dégage la nécessité d'une prise en compte des variables d'éducation, de santé dans un cadre général de revenu en vue de l'élimination de la pauvreté dans le monde. Les nouvelles règles édictées par la Banque mondiale ne mettront pas l'accent sur la croissance économique comme enjeu majeur de lutte contre la pauvreté, mais ne s'en démarqueront pas de manière radicale, car le socle théorique y est toujours préservé. Il s'agit d'un mouvement de re-légitimation des institutions financières et de développement, considérant l'évaluation de leurs actions dans des sphères d'intervention qui n'amènent pas le progrès qu'elles disent pouvoir introduire.

Cette tendance s'amorce dans une perspective de révision des modes d'intervention et d'évaluation de la pauvreté. Selon Gabas et Laporte (2012), la re-légitimation arrive dans un contexte

précis : celui du début des années 1990. En ces temps-là, l'on commençait à sentir le choc et l'impact de l'ajustement structurel sur des populations. De là, de fortes revendications, associées à une remise en question de l'aide au développement par de sévères critiques sur ses effets dans les pays pauvres, vont surgir sur la scène internationale en signe de réponses négatives de la part des populations concernées aux institutions financières internationales.

En bref, la pauvreté étudiée par la Banque mondiale est davantage orientée vers une évaluation monétaire, sans pour autant négliger la prise en compte d'autres éléments. Ce qu'il faut admettre, c'est l'omniprésence de la croissance économique comme instrument de lutte contre la pauvreté, même dans le cas de l'existence d'un assouplissement en faveur des variables plus distributives.

La BM et la re-conceptualisation du développement à l'intérieur du même paradigme

Inventer de nouveaux concepts à l'intérieur d'un même paradigme tient lieu d'un ajustement et non d'une révolution. Les nouveaux concepts ne sont pas étrangers au corps théorique, mais s'adaptent pour faciliter une accommodation qui assure la pérennisation du paradigme au-delà des changements, des ajouts ou des exigences temporelles. C'est le propre des paradigmes de grappiller sur d'autres paradigmes pour assurer leur existence ou même leurs survies. En ce sens, un concept transposé est étranger à son origine, et sa compréhension et son application dépendent des lignes théoriques directrices d'un nouveau paradigme auquel il est incorporé. L'emploi d'un concept adapté peut soulever des confusions : une analyse, une évaluation de contenus trace les différences opérationnelles entre le concept et son origine.

Il semble que l'amorce d'une re-conceptualisation du développement au sein de la BM passe par la sociologie, pour ne pas exagérer, d'une ouverture aux sciences humaines et sociales, une ouverture non économique et non statistique, au cours des années 1970. Dans ce contexte sociopolitique, le terrain était

propice à l'émergence de nouvelles idées du développement, car l'existence de toute une littérature hostile, critique et de mégarde à l'égard des interventions, des actions jointes aux projets de développement focalisés sur le modernisme économique et de croissance ne manquaient pas depuis plus d'une dizaine d'années, partant de la fin des années 1940 pour arriver plus ou moins à la fin des années 1950. Un renouveau conceptuel a vu le jour non pas pour changer de prémisse sur la logique du développement (une fois de plus encastrée dans le modernisme), mais pour s'adapter à de nouvelles conditions historiques, qui ne pouvaient se conformer uniquement aux modes d'actions traditionnels, où les recettes économiques définissaient les interventions. Cernea (1998 : 20) présente cette situation de la manière suivante :

Au sein de la Banque mondiale, une institution cinquantenaire, cette " transposition des outils économiques" en pratique sociale a commencé à la fin des années 40 et au début des années 50. Elle est rapidement devenue la préoccupation majeure de l'approche adoptée par la Banque dans ses programmes de développement. En revanche, ce n'est que bien plus tard à la fin des années 70, que les outils sociologiques ont commencé à être introduits dans la mise en œuvre des programmes de développements.

À côté des variables de santé, d'éducation, on a pu remarquer l'avènement de nouveaux concepts ou de notions. De toute façon, c'est le même sentier, la même route. La Banque Mondiale, dans sa re-conceptualisation, ne fait pas un mouvement de dépassement, mais de réajustement. Dans le sillage de cette re-conceptualisation, la lutte contre la pauvreté apparaît dans l'agenda des actions à mettre en œuvre, pour sortir des gens de la misère.

Cette rhétorique axée sur l'élimination de la pauvreté est devenue un axe prioritaire des politiques de développement. Gabas et Laporte (2012) précisent que la pauvreté passe entre 1970-1980 comme un élément organisé autour du thème de développement pour acquérir une position faisant d'elle une

thématisation centrale du discours de développement dans les études et publications de la Banque mondiale.

L'approche de la Banque mondiale dans la lutte contre la pauvreté continue de souscrire au même paradigme économiciste, même en prenant en compte une ouverture précisant toute une ligne critique sur les approches modélisées de la croissance, incluant également les questions de genre et de participation. Les insuffisances stratégiques de la BM sont mises en délicatesses explicatives par rapport aux problèmes structureaux liés au sous-développement. On a pu observer que la BM parle de pauvreté absolue et de pauvreté relative, sans pour autant entrer dans les détails sociaux qui ont cours aux aspects humains : l'incapacité de fouiller les spécificités sociales traduit une absence de compréhension qui va au-delà de l'implémentation d'un projet.

Le concept de pauvreté vu par la Banque Mondiale et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Avant d'approfondir cette problématique, il est fondamental de se poser des questions qui nous paraissent pertinentes : en quoi consiste l'approche du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ? Quelle est sa base philosophique et théorique ? Y a-t-il une différence entre l'approche du développement du PNUD et celle de la BM ? En quoi réside cette différence ? Commençons de manière simple par faireremarquer que l'approche du PNUD de la pauvreté est portée sur l'individu en termes d'indice de développement humain (IDH), d'indicateurs de Pauvretés Humaines (IPH). Il ne s'agit pas à *priori* d'une macro-économie du développement portée vers l'étude des indicateurs monétaires, mais d'un développement axé sur la personne. La base philosophique de l'approche du développement du PNUD prend sa source chez Amartya Sen pour une large part.

Sen(2012) part du principe que l'utilitarisme ne peut pas assurer la justice sociale. Cette assertion remet en cause un certain nombre d'idées liées à la consommation associée aux revenus des

individus, c'est une critique de l'utilitarisme économique de Rawls (2009). L'introduction de la notion de *capabilité* crée un espace d'insertions où la liberté individuelle peut être mise en relation au choix de vie, dans une dynamique d'amélioration des conditions socioéconomiques.

En partant de l'opérationnalisation des concepts de *culpabilité* et de bien-être, le PNUD propose une autre approche du développement. La pauvreté est multidimensionnelle. Elle est devenue un phénomène difficile à cerner. On ne peut pas l'appréhender avec les seuls instruments du PIB et des points de croissance. Qu'est-ce que cette approche apporte de nouveau ? Il y a une abondante discussion sur la pertinence des données du PNUD en ce qui concerne la question du développement humain. Cahill (2005) souligne une redondance des informations apportées par l'IDH. On constate une certaine corrélation entre l'IDH et le PIB. Autrement dit, ce ne sont pas des données différentes, c'est plutôt une nouvelle forme de présentation à travers des variables sociales, non monétaires, mais dépendantes de la croissance. Le PNUD (2014:10) laisse dans un passage, parmi d'autres, transpirer sa position en ce qui concerne le rapport de la croissance au développement humain :

[...] Les règles et les normes internationales reflètent souvent les intérêts privés, plutôt que de fournir des biens publics, et donner la priorité aux intérêts sociaux. Les biens publics mondiaux, et les biens communs universels qui pourraient rectifier ou compléter les marchés pour garantir une croissance plus inclusive et durables, sont en grandes parties insuffisants.

Cette citation renferme en filigrane la vision du PNUD du développement. La conciliation des intérêts du marché et de la satisfaction des intérêts sociaux est souvent irréconciliable. La mondialisation accélère les inégalités, or la mondialisation repose sur le marché comme l'un de ses piliers majeurs.

Cette citation du PNUD soulève aussi une autre question théorique, c'est celle de la dépendance à la croissance pour

améliorer les indicateurs de développement : or dans les pays où il y a plus de pauvres, le rapport marché et économie locale n'est pas tout à fait ajustable et propre à une éradication de la pauvreté. La distribution des points de croissance se font en vertu de la loi des plus forts.

Certes, il existe des contradictions parmi les institutions financières et de développement en termes de mesures des indicateurs macroéconomiques ou de bien-être et de leur impact global sur les populations. La manière de mesurer les indicateurs de la Banque Mondiale n'est pas celle du PNUD. L'approche macroéconomique de la Banque mondiale priorise l'étude des croissances économiques, alors le PNUD insiste sur le développement Humain. Grosso modo, dans l'approche du PNUD les indicateurs ne sont pas forcément lus à la loupe de la croissance et des richesses d'un pays, mais à son niveau de bien-être. Ces indicateurs suggèrent la prise en compte de la répartition des richesses et de son incidence sur le développement de certaines variables telles la santé, l'éducation, dans son rapport à la population en général.

Aux fins de cacher le poids des contradictions en vue d'une harmonisation interne entre des institutions d'une même parenté, le processus de re-conceptualisation entend résoudre cette querelle de famille. La Banque mondiale a introduit ce processus, non seulement pour les raisons que nous venons d'évoquer plus haut, mais aussi pour répondre à un nouveau contexte politique, ou encore pour s'approcher des paradigmes critiques du modernisme. Or, la re-conceptualisation du développement orchestrée par la Banque mondiale ne fait que renvoyer à des changements ou adaptations selon de nouvelles exigences politiques.

En guise de conclusion

Le développement est devenu un puissant instrument de politique internationale. La misère continue de gagner du champ malgré la présence des institutions internationales de développement. Le paradigme du développement et du sous-développement

est décrié comme incapable de poser les questions sociales des peuples en souffrance. Les promesses tenues par la géopolitique du développement s'écrasent devant les Etats puissants et des institutions multinationales.

Références bibliographiques

- Cahill M. B. (2005). *Is the Human Development Index Redundant?* Eastern Economic.
- Cernea, M, M (1998). *La dimension humaine dans le développement : les variables sociologiques et culturelles*, Paris, KARTHALA.
- De Rivero, O. (2003). *Le mythe du développement*. France, Edition de l'Atelier.
- Freud, C. (2009). *De la coopération française à la Banque mondiale : mémoires du développement*. Paris, KARTHALA.
- Gabas, J.J et Laporte, C. (2012). « La pauvreté dans l'agenda des Nations Unies » [en ligne] le 23 /12/ 2016, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part4/la-pauvrete-dans-lagenda-des-nations-unies>.
- Journal* Vol. 31, No. 1.
- PNUD (2014) *Rapport sur le développement humain : pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer les résiliences*. Etats-Unis, Washington DC, Communication développement incorporated.
- Rawls, J. B. (2009). *Théorie de la justice*. Paris, Point.
- Rist, Gilbert. (2001). *Le Développement : histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses des Sciences PO.
- Sen, A. (2012). *L'Idée de Justice*. France. Edition Flammarion.
- Serge, L. (2005). *L'Occidentalisation du monde : essai sur la signification la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*. Paris, La Découverte.
- Tiano, A. (1977). *La dialectique de la dépendance*. Paris, PUF.